

Une zone industrielle de pointe,  
au service de l'industrialisation  
togolaise

PIA

PIA

PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ASSEMBLAGE  
— TOGO —

www.pia-togo.com



Ni à gauche ni à droite même pas au centre

N°610



Prix 250 fcfa



# Le Libéral

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

Mercredi 15 Février 2023

**Togo :**  
Un cadre de  
coopération des  
nations unies pour  
le développement  
durable signé **P.3**



**OTR :**  
La loi de  
finances 2023  
expliquée aux  
partenaires

**P.6**

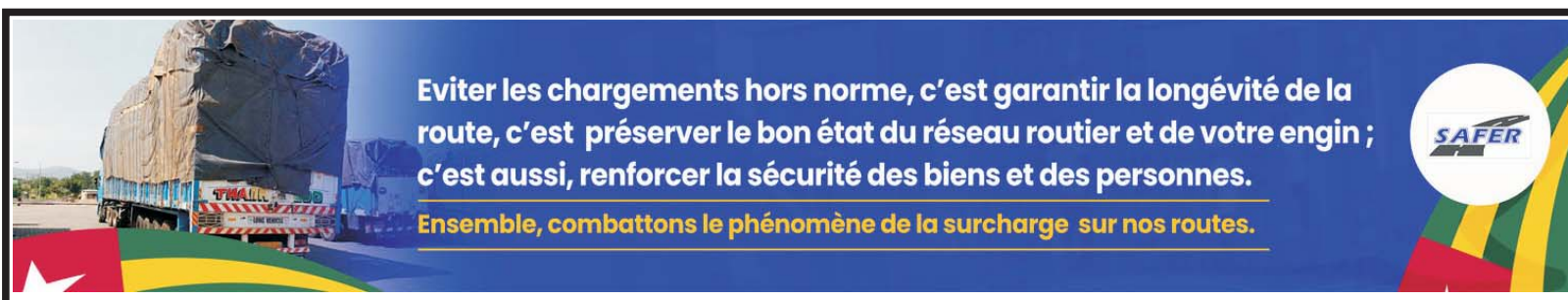
■ Rapport de la cour  
des comptes sur la  
gestion des fonds covid,  
le gouvernement  
boucle l'affaire : **P.3**

**La suite ce serait  
à travers les réformes**

■ **Musique :**  
A la découverte  
du Togolais  
**XSOHARE** **P.2**



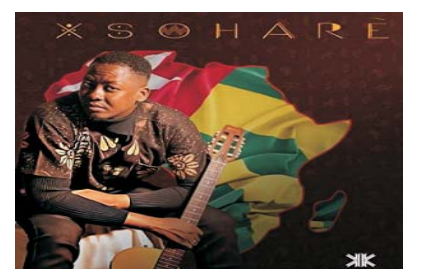
## Zoom sur le périple de Faure Gnassingbé dans les Plateaux **P.4**



Eviter les chargements hors norme, c'est garantir la longévité de la route, c'est préserver le bon état du réseau routier et de votre engin ; c'est aussi, renforcer la sécurité des biens et des personnes.

Ensemble, combattons le phénomène de la surcharge sur nos routes.

SAFER





Réconciliation nationale :

## Renforcement des capacités des comités locaux de paix de la région des savanes

Les comités locaux de paix de la région des savanes ont été renforcés hier à Lomé par le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN). C'était au cours d'un atelier d'une journée marqué par la présence du Gal Yark Damehame, ministre de la sécurité et de la protection civile, ainsi que d'autres personnalités.



Visant à renforcer les capacités de ces acteurs sur les valeurs de paix, de cohésion sociale et de vivre ensemble, cet atelier vient combattre le fléau de l'extrémisme violent et du djihadisme qui prend de l'ampleur au Togo.

Pour la Présidente du HCRRUN, Mme Awa-Nana Daboya, il va permettre de mettre en relief la tolérance culturelle et religieuse qui a toujours caractérisé le peuple togolais.

"La présente rencontre nous offre l'opportunité de nous outiller davantage sur les fondamentaux pour une vie communautaire plus apaisée, notamment en mettant à notre portée de nouveaux éléments

de langage et de comportement plus rassembleurs susceptibles de prémunir notre pays contre ces dérives. En choisissant les CLP, le HCRRUN entend permettre à ces structures d'imprimer à leurs actions une nouvelle dynamique en adéquation avec le combat engagé par l'État togolais contre l'extrémisme violent.", a-t-elle déclaré.

Pour sa part, le ministre en charge de la sécurité a salué les efforts de l'institution présidée par la Médiateur de la République, les différentes initiatives visant à ramener et préserver le climat de paix et de vivre ensemble. Il a réitéré la ferme volonté de son département à œuvrer d'arrache-pied pour l'éradication du fléau, ainsi que du soutien du gouvernement à toutes initiatives allant dans ce sens.

"S'il existe un département ministériel qui est intéressé au haut point par la rencontre de ce jour, c'est bien le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile dont la mission régalienne est justement de combattre l'insécurité sous toutes ses formes et d'œuvrer, sous l'autorité du Chef de l'Etat et du Gouvernement, à la protection des populations et

de leurs biens.", a confié Yark avant d'ajouter.

"En initiant cet atelier de renforcement de capacités, le HCRRUN tient à faire sa part dans cette lutte enclenchée contre ce phénomène par notre pays sous les auspices de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées Togolaises. Contrairement à bien de pays, le Togo a très tôt pris la mesure de ce mal qui endeuille notre sous-région.

Dans cet esprit et sous le leadership du Chef de l'Etat, notre pays s'est doté par anticipation de plusieurs mécanismes susceptibles de lui permettre de prévenir cette menace. La refondation des Forces de défense et de Sécurité, la mise en place de l'opération Koundjouraré et la création en 2019 du Comité Interministériel de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme Violent (CIPLEV) faisaient partie de la panoplie de mesures qui ont permis pendant longtemps de mettre notre pays à l'abri des actions violentes des groupes extrémistes."

**Démocrate**

### Rugby à 15/Début du championnat national dans la zone sud Lion prend les rênes, Élite et BSO se neutralisent

Le championnat national de rugby à 15 a démarré ce dimanche 12 février 2023 dans la zone sud. Le coup d'envoi a été donné par Ludovic Bedinade, Président de la Fédération Togolaise de Rugby (FTR), en présence des membres du Bureau Exécutif de la fédération, des anciens joueurs et dirigeants ainsi qu'un public des grands évènements.

Pour cette première journée dans l'unique poule de la zone, deux affiches notamment Lion qui est venu à bout de la fusion Mamba-Phenix sur le score de 10-8. Dans l'autre match très attendu du groupe, Élite et Bright Star Ovalie se sont séparés dos à dos 0-0. Au classement, Lion prend les commandes du groupe, suivi de BSO et Élite. Mamba-Phenix ferme la marche. Cap sur la zone nord où trois clubs en l'occurrence Sotouboua RC, Kara RC et Leaders de Sokodé sont impatients d'en découdre.

**Démocrate**



Musique :

## A la découverte du Togolais XSOHARE

De son vrai nom Toyou Yoma TCHANGAI, l'artiste togolais de la chanson XSOHARE est un personnage peu connu du public togolais. Malgré ses succès enregistrés ces dernières années sur le continent, le jeune artiste a encore du chemin à faire en termes de visibilité sur la scène nationale, lui qui vit à Dakar depuis une dizaine d'années. A travers cet article, nous mettons un coup de projecteur sur ce jeune compatriote plein de talents.

Sur scène, il s'appelle X S O H A R E (prononcer ESSO-HARE). Ce qui signifie « Don de Dieu » en langue kabyè. C'est un jeune artiste de la chanson qui réside depuis une dizaine d'années maintenant au Sénégal, plus



précisément à Dakar et qui y fait la fierté de la musique togolaise depuis quelques années déjà. Auteur, compositeur, et interprète, ses œuvres musicales s'identifient et s'inspirent d'une dualité culturelle togolaise : la culture « kabyè » au nord du pays dont il est originaire et celle « tem » au centre qui l'a vu naître.

« J'ai toujours aimé et fait la musique. Très tôt, je me suis pris d'une passion dévorante pour la percussion. C'est au lycée que j'ai fait mes premiers pas en tant qu'artiste compositeur et interprète, avant que, l'année où je devais m'inscrire à la faculté de droit de l'Université de Lomé, la musique ne dame définitivement le pion à tout le reste », se confie-t-il.

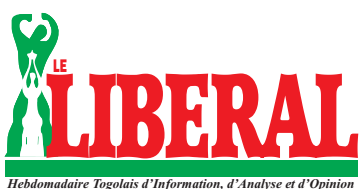
En effet, XSOHARE définit sa musique comme de l'afro-fusion ralliant tradition et modernité d'influences Jazz, Soul, Blues, où il essaie d'inoculer la culture togolaise. « Pour moi, la musique est le germe qui fait éclore la vie, la sève qui la fait grandir et s'épanouir, la lumière et la chaleur qui la rendent féconde et généreuse. C'est la base de la construction harmonieuse de la cité. Pour moi, la musique doit être engagée, elle doit aborder tous les sujets de la vie, qu'ils soient heureux ou moins heureux. C'est du moins ce que j'essaie de faire dans et avec mes œuvres musicales », insiste-t-il.

A ce jour, il a à son actif un album de huit (8) titres intitulé XSOHARE (don de Dieu). Dans cet album, il y aborde une multitude de sujets dont le dénominateur commun reste la vie, autant dans ses facettes qui sont de notre ressort que dans celles qui nous échappent et sur lesquelles nous n'avons aucun contrôle.

Notons que XSOHARE a déjà participé à plusieurs évènements majeurs. Il a également reçu plusieurs distinctions dont récemment le Prix « Sons modernes » aux Kiyenna Music Awards 2022 organisé par l'association Solidarité des Kabyè en Amérique du nord (SKA).

**La rédaction**

**LE LIBÉRAL, c'est tous les mercredis**



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC  
du 23 décembre 2010

### Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

### Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice  
Alain TCHEDRE  
Prosper AWIH  
Dick MESSAN (Stagiaire)  
Cyrille SABLASSOU

### Correcteur

S. Didier

### Infographie

JPB

### Adresse

Route du Contournement CEDEAO,  
Agoè Démakpòè, non loin des rails  
Tél: +228 90 15 87 53  
+228 22 42 83 46  
13 BP 152 Lomé-TOGO

### Imprimerie

SDR

### Tirage

1000 exemplaires



## Rapport de la cour des comptes sur la gestion des fonds covid, le gouvernement boucle l'affaire : La suite ce serait à travers les réformes

*Il aura suscité beaucoup d'enthousiasme et déchaîné des passions mais au finish le fameux rapport de la cour des comptes sur la gestion des fonds Covid n'aura été qu'un gros pétard mouillé. Le gouvernement dans un communiqué a précisé le contenu du rapport.*

« Le gouvernement prend acte du rapport d'audit de la cour des comptes et se réjouit de ce que ce rapport considère les dépenses relatives aux mesures barrières, de riposte ou sanitaires sont conformes, régulières et sincères », peut-on lire dans le communiqué qui précise que le gouvernement note des insuffisances relevées par la cour des comptes ainsi que des recommandations formulées. Le gouvernement dans la

foulée s'engage à mettre en œuvre rapidement les réformes avant de rappeler que la gestion de la riposte dans notre pays a été menée avec pour préoccupation majeure la préservation des vies des populations et la résilience de l'économie



nationale. Il faut rappeler que l'audit de la cour des comptes a été

commandité par le gouvernement lui-même. LR

## Togo : Un cadre de coopération des nations unies pour le développement durable signé

*La cérémonie a été présidée par la Ministre secrétaire générale Sandra JOHNSON, il s'agit de la signature d'un document du Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, élaboré pour la période 2023 à 2026.*



La Ministre a rappelé dans son discours d'ouverture que « c'est le 10 mai 2021, au cours d'une réunion du comité de pilotage conjoint, que le Système des Nations unies et le Gouvernement togolais ont décidé d'élaborer un nouveau cadre de coopération pour la

période 2023-2026 ; un cadre aligné sur la Feuille de route gouvernementale 2020-2025. »

Le cadre de coopération signé hier contribuera à la réalisation des ambitions de la Feuille de route Gouvernementale 2020-2025 à travers trois (03) priorités notamment promouvoir une croissance plus inclusive génératrice d'emplois décents et renforçant la résilience dans un

environnement durable ; accompagner le relèvement du niveau de développement du capital humain, l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base de qualité et l'inclusion sociale et consolider la cohésion sociale par la promotion d'une gouvernance plus inclusive, efficace et redevable.

Fab

## Education :

## Les collèges bientôt dotés de matériels des sciences expérimentales

*Le ministre en charge de l'enseignement primaire, secondaire, technique et de l'artisanat, Komlan Dodzi KOKOROKO, a procédé la semaine dernière au lycée Tsévié 2 au lancement de la distribution de matériels des sciences expérimentales dans les collèges. L'initiative s'inscrit dans le cadre de la deuxième phase du Projet d'Appui à la Réforme des Collèges (PAREC 2). Au moment où tous les regards sont tournés vers la science pour les initiatives de développement, ce projet est à saluer car il va pousser à terme les apprenants à s'intéresser davantage aux matières scientifiques.*

Composés de microscopes micro bleu monoculaire, loupes binoculaires non éclatantes, disques de Newton, d'ensembles réflexion-réfraction, des systèmes à 3 poulies, de dynamomètres, de transformateurs, de tubes à essai, de moteurs...etc. Ces matériels remis aux chefs d'inspection d'Aného, Tsévié et Vogan en présence de la directrice

régionale de l'éducation Maritime, Mme Gbégbé Adjoa, devront permettre aux élèves de mieux expérimenter les disciplines scientifiques en étant en contact avec les outils de recherches. Ils devront également améliorer les conditions d'étude au cycle secondaire ; améliorer l'attractivité des disciplines scientifiques dans nos écoles. « Notre école est en



reprogrammation et je puis vous dire que demain, elle sera la meilleure. Nous obtiendrons le monde au

bout des doigts » a indiqué le ministre Komlan Dodzi Kokoroko. Au total 90 kits d'une valeur d'environ

214.000.000 francs CFA seront distribués aux établissements de onze inspections des régions Maritime, Plateaux et Savanes. Avec le lancement de ce projet, le gouvernement poursuit sa politique de dotation en infrastructures et en équipements. Le PAREC 2 qui est une initiative du gouvernement togolais financée par l'Agence Française de Développement (AFD) a pour objectif d'améliorer les capacités d'accueil ainsi que les conditions d'étude dans les collèges publics dans les régions Maritime, Plateaux et

Suite à la page 4



## Zoom sur le périple de Faure Gnassingbé dans les Plateaux

**Le chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé était ce weekend dans la région des plateaux où il a mené plusieurs activités et multiplié des rencontres notamment avec la chefferie traditionnelle**

A Notsè et à Kpélé-Adéta, le Chef de l'Etat a tour à tour échangé avec les acteurs de la chefferie traditionnelle et les cadres des Plateaux-Est et Ouest. Il a partagé avec les gardiens des us et coutumes, les défis et perspectives du secteur agricole, conformément à la Feuille de route gouvernementale Togo 2025.

D'autres sujets liés aux programmes et projets prioritaires de l'agenda quinquennal ont également fait l'objet de discussions au cours de ces rencontres. Il s'agit notamment des questions de renforcement de la cohésion et l'harmonie sociales, de préservation et de consolidation de la paix. Le Chef de l'Etat est également revenu sur le contexte sécuritaire national et sous régional qui exige aujourd'hui, la mobilisation de tous les acteurs. Le Président de la République a invité à cet égard les chefs traditionnels à rester vigilants, mobilisés et à promouvoir la culture de la paix dans leurs différentes localités.

Ces derniers ont unanimement salué cette politique de proximité et de gouvernance concertée du chef de l'Etat, et se sont engagés à œuvrer à ses côtés pour une synergie d'actions dans la lutte contre l'insécurité. Notons que les activités se sont déroulées en présence du Premier ministre, de la présidente de l'Assemblée nationale, des membres du gouvernement et de plusieurs officiels.

### FOPAT REGION DES PLATEAUX

Il faut préciser que ces rencontres sont intervenues en marge du forum des producteurs agricoles du Togo, étape région des plateaux qui s'est achevée samedi à Atakpamé. Durant ces assises de trois jours (8 au 10 février), les



producteurs et acteurs agricoles ont échangé sur la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale, les leçons apprises de l'exécution des zones d'aménagement agricoles planifiées (ZAAP), la gestion des engrais et la facilitation de l'accès des producteurs aux différents financements de l'Etat.

Ils ont également planché sur les stratégies de relance des filières de rente, le rôle de l'Etat et des acteurs dans le développement du secteur agricole, sur l'agence de transformation

agricole et autres. Les participants ont fait des recommandations au gouvernement et pris des engagements pour la promotion de l'agriculture dans la région.

Les participants exhortent, entre autres, le gouvernement à poursuivre la mise en place des ZAAP, des zones d'aménagement pour la production bovine (ZAPB), des bas-fonds et des périmètres irrigués. Ils recommandent également la poursuite de l'aménagement des pistes rurales, la construction des

ouvrages de franchissement, le renforcement des services vétérinaires dans les cantons et villages.

Les producteurs demandent, aussi, au gouvernement de rapprocher davantage les engrais des producteurs en mettant en place des points de vente dans chaque canton, d'alléger les procédures d'acquisition, de promouvoir l'agriculture biologique et l'utilisation des intrants organiques. Ils préconisent, en outre, l'accélération de l'opérationnalisation des centres régionaux de mécanisation agricole et le renforcement accru des capacités des producteurs en vue de leur mutation en de véritables entrepreneurs.

Ils plaident, enfin, pour la promotion de la mise en place des unités de transformation et de conservation des fruits et légumes, l'exonération des taxes sur les matériels agricoles, la subvention des produits vétérinaires, l'interdiction de

l'importation du poisson et du poulet pour encourager la production nationale. Les 871 délégués des producteurs se sont engagés, entre autres, à œuvrer aux côtés de l'Etat au développement du secteur agricole en mettant en valeur la totalité des espaces aménagés, notamment les ZAAP et les bas-fonds.

Ils comptent également assurer l'entretien des infrastructures de production et de transformation réalisées par le gouvernement, appliquer les nouvelles technologies et le respect des itinéraires techniques de production avec l'accompagnement des conseillers agricoles. Ils se sont résolus aussi à rembourser les crédits contractés auprès des institutions financières, contribuer à une distribution sécurisée des engrais, œuvrer à la professionnalisation du métier du producteur, adhérer à la politique de création des ZAPB.

La Rédaction

### Education :

## Les collèges bientôt dotés de matériels des sciences expérimentales

Suite de la page 3

Savanes. Dans le cadre de ce projet, plusieurs actions d'envergure dont la construction de 384 salles de classe dans les différentes régions.

Longtemps considéré comme un modèle dans la sous-région, le système éducatif togolais a perdu depuis quelques années ses lettres de noblesse. Outre les difficultés d'encadrement caractérisées par le nombre pléthorique des effectifs dans les classes et les conditions d'étude pas très reluisantes, il faut pointer du doigt l'inefficacité du contenu de l'enseignement qui s'illustre aujourd'hui par l'inadéquation entre la formation et le marché de l'emploi. Ces lacunes que traîne le système éducatif depuis quelques années maintenant sont dues

fondamentalement à plusieurs facteurs notamment : le manque d'enseignants qualifiés, la pénurie de matériels didactiques et d'équipements etc...

Le recul de l'Etat dans son rôle de contrôle et d'encadrement du système éducatif a favorisé la prolifération anarchique des écoles privées qui opèrent ou qui ont pendant longtemps opéré sans un contrôle permanent de l'Etat comme c'est le cas ces trois dernières années avec l'arrivée du Professeur Dodzi Komla KOKOROKO à la tête du département.

Aujourd'hui, la bonne gouvernance du secteur s'impose et cela, les autorités actuelles l'ont bien compris, en témoignent les nombreuses initiatives déjà prises dans le sens d'une nouvelle

dynamique. Il faudra donc absolument redéfinir une bonne politique éducative adaptée aux réalités et exigences du monde du travail actuel, mobiliser les moyens nécessaires, promouvoir les recherches scientifiques et mettre en place un système de gestion performant. Il s'agira également de mettre en place des formations diversifiées et permettant aux apprenants de créer, d'innover, d'entreprendre. On espère donc que les actions menées ces deux ou trois dernières années par le gouvernement dans le but de remettre l'école togolaise sur les rails vont se poursuivre jusqu'à l'atteinte des objectifs visés, car l'avenir du pays en dépend.

Roger GBESSIA



## Action sociale : Les chiffres clés en 2022

*Au Togo, le ministère en charge de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation a poursuivi ses interventions en faveur des populations surtout les couches vulnérables. Conformément aux ambitions de renforcement de l'inclusion et de l'harmonie sociales déclinées dans la feuille de route gouvernementale, d'importantes actions ont été menées au cours de l'année écoulée pour apporter un soulagement aux personnes en difficultés.*

Avec une enveloppe de 1,2 milliards de francs CFA allouée à travers le budget de l'Etat et une contribution de 527,8 millions de nos francs des partenaires techniques et financiers, les couches vulnérables ont pu bénéficier encore plus de l'assistance de l'Etat. Au total, 804.536 personnes parmi lesquelles environ 500.000 femmes et filles ont bénéficié des différentes interventions selon les conclusions de la revue annuelle effectuée par le ministère la semaine dernière. En raison des nombreux projets et programmes déployés dans le grand nord par l'exécutif, la région des Savanes a été la mieux servie. Dans un autre registre, plus de 230.000 bénéficiaires ont été recensés en ce qui concerne la lutte contre les vulnérabilités des personnes handicapées et âgées (ainsi que l'assistance aux malades indigents, aux victimes de catastrophes, aux personnes déplacées et aux réfugiés). Ces personnes ont été prises en charge et sensibilisées.

La protection de l'enfant a aussi bénéficié de l'attention du Gouvernement. Environ 314.000 mineurs ont été pris en charge contre les violences et la traite des enfants. Ces enfants ont également eu droit à des séances de formation sur le développement du leadership des adolescents. S'agissant de la promotion de la femme, de l'éducation de la fille et de la

protection de l'enfant, le programme Wezou, les Filets sociaux de base, le Fonds National de la

des activités économiques de la femme, les actions du ministère ont touché 232.701 femmes et jeunes filles. Elles ont suivi des séances de formation sur la lutte contre les violences basées sur le genre.

Concernant l'éducation non formelle et l'alphabétisation, le département en charge de ce secteur a enrôlé et dispensé des cours à 26.421 personnes sur l'ensemble du territoire national.

L'action sociale désigne l'ensemble des moyens déployés par un Etat pour préserver l'inclusion et la cohésion sociale. Elle vise à aider les citoyens les plus fragiles à mieux vivre tout en favorisant leur autonomie et en leur permettant de s'adapter à l'environnement social.

Faut-il le souligner, au Togo, les actions du ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation s'inscrivent dans l'axe stratégique de la feuille de route gouvernementale 2025 qui consiste à renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et garantir la paix. Ces dernières années, d'importants projets ont été mis en œuvre pour permettre aux citoyens les plus vulnérables de bénéficier de l'assistance de l'Etat. Ces projets touchent dans l'ensemble la protection de l'enfant, le genre et l'encouragement de la femme, l'éducation non formelle. Le programme Wezou, les Filets sociaux de base, le

Finance Inclusive, le Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ), le Programme d'Appui au Développement à la Base (PRADEB), sont entre autres initiatives mises en œuvre par le Gouvernement pour accompagner les populations, plus particulièrement les couches défavorisées.



Toutes ces interventions contribuent à l'amélioration significative des conditions de vie des populations vivant en milieu rural. Elles participent également à réduire les inégalités sociales dans le pays. Néanmoins, il faut reconnaître que malgré les résultats atteints, de nombreux défis restent encore à relever.

**Roger GBESSIA**



### Communiqué de Presse

#### Désactivation des lignes Fibre TOGOCOM utilisées à des fins commerciales illicites de WIFI-ZONE.

**Lomé (Togo), le 31 janvier 2023** – TOGOCOM, le premier opérateur au Togo qui avance pour vous, tient à porter à la connaissance des clients Fibre TOGOCOM se livrant à l'exploitation des activités illicites de WIFI-Zone, la suspension de lignes Fibre pour non-respect des clauses contractuelles de fournitures de services à usage domestique.

Depuis trois (03) ans, les opérateurs du Groupe TOGOCOM constatent malheureusement l'utilisation des lignes Fibre de leur marque à des fins commerciales, en contradiction non seulement avec l'offre initialement souscrite, mais aussi avec les conditions particulières des offres d'accès à Internet Haut Débit et Très Haut débit en leur article 3 qui stipule que : **« les offres résidentielles d'accès Internet Haut Débit et Très Haut débit sont exclusivement réservées à un usage privé dans le cercle familial. ».**

L'Opérateur informe les abonnés aux lignes Fibre qui les utilisent à des fins commerciales de WIFI-ZONE, qu'une telle utilisation est non seulement contraire à la loi, mais viole également les termes du contrat d'abonnement au service Fibre. En conséquence, elle se voit dans l'obligation de désactiver la fourniture de service, conformément à l'article 9.2 des conditions particulières des offres d'accès à Internet Haut Débit et Très Haut débit.

Consciente du rôle majeur que joue Internet dans l'inclusion numérique et la croissance économique, le Groupe TOGOCOM à travers ses filiales assure aujourd'hui, la couverture fibre dans les cinq régions du Togo et continue d'avancer, afin de hisser le Togo parmi les pays de référence en matière de digitalisation et de qualité de service, selon les objectifs assignés par l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP).

**Pour Tarik Boudiaf, Directeur Général par intérim :** « Cette opération de désactivation des lignes Fibre TOGOCOM à usage commercial de WIFI-ZONE, vise à respecter les dispositions légales et sécuritaires en vigueur. Les opérateurs du Groupe TOGOCOM continuent d'investir dans le déploiement, le développement et la qualité du service numérique au Togo, sous l'impulsion du Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale, afin de faire du Togo, un véritable hub numérique et logistique de la sous-région ouest africaine »



Précurseur de la technologie 5G au Togo et dans la sous-région, TOGOCOM est le leader du marché togolais des télécommunications. Fruit du regroupement de TOGO TELECOM et de TOGOCEL, TOGOCOM, filiale du groupe Axian a pour ambition de devenir le champion de la qualité de service aux meilleurs standards internationaux. Son histoire est celle d'un opérateur qui a grandi main dans la main avec l'ensemble des togolais. De la fourniture des premiers services de communication, à la fibre, en passant par les transactions financières via le mobile, le but a toujours été d'accompagner tout un chacun dans un univers technologique qui évolue sans cesse.



# OTR : La loi de finances 2023 expliquée aux partenaires

*L'Office Togolais des Recettes (OTR) a tenu ce mardi 14 février une réunion virtuelle de sensibilisation à l'endroit de ses partenaires en vue de leur expliquer les principes fiscaux et les innovations contenues dans la loi de finances, exercice 2023 qui vise le renforcement de la résilience économique tout en mettant l'accent sur les mesures fiscales et douanières.*

C'est une réunion qui entre dans le cadre de la campagne de vulgarisation et de sensibilisation des contribuables sur les innovations de la nouvelle loi de finances votée le 23 décembre 2022. Au cours de la réunion, toutes les dispositions fiscales contenues dans la loi de finances ont été abordées par le directeur de la législation fiscale et du contentieux à l'OTR, Kambatibe Konlani avec l'appui de l'Unité de Politique Fiscale. L'idée est de permettre aux partenaires d'avoir la même compréhension des textes votés par le législateur.

Le budget de l'Etat exercice 2023 s'établit en recettes et en dépenses à 1.957,9 milliards de francs CFA contre 1.875,8 milliards de nos francs dans la loi de finances rectificative 2022,



soit une hausse de 4,4%. Elaboré dans un contexte de vie chère, ce budget ambitionne de faciliter les activités aux opérateurs économiques à travers des réformes fiscales et des mesures innovantes.

Ainsi, au titre des nouvelles dispositions, on note quelques mesures fiscales notamment : la suspension de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) de sorte à alléger la charge fiscale des salariés ; l'exonération de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) pour

les cantines universitaires et d'entreprises en vue d'offrir de meilleures conditions de restauration aux étudiants et salariés ; le maintien de la suspension de la Taxe sur les Véhicules à Moteur (TVM) pour les véhicules à usage commercial ; la réduction du taux des droits d'enregistrement des sentences arbitrales de 5 à 2% pour les revendeurs de tissus et pagnes en vue de soutenir ce secteur à faire face à la concurrence ; la reconduction du régime dérogatoire des entreprises

en difficultés par rapport aux exigences du droit OHADA afin de permettre leur restructuration ; l'extension de l'exonération des droits de douane et de la TVA sur l'importation des matériels destinés aux entreprises des BTP engins lourds et aux exploitants agricoles...etc.

Pour renforcer la résilience économique, la loi de finances exercice 2023 accorde une place au renforcement de l'équité et de la justice sociale, la

priorisation des mesures fiscales à caractère social, l'amélioration des relations de confiance entre l'administration fiscale et le contribuable sans oublier la formulation et le réajustement des dispositions d'exonération du code des impôts. En ce qui concerne l'amélioration des relations de confiance entre l'Office et les contribuables, la loi de finances a opéré des réajustements techniques en tenant compte des observations du secteur privé en lien avec les dispositions du Code Général des Impôts (CGI).

**La rédaction**

## Éducation : La miss Togo 2023, Mlle Moladja Chimène a échangé avec les élèves du CISL

*Mlle Moladja Abia Ekui Chimène, miss Togo 2023 a échangé avec les apprenants du Canadian International School Of Lomé hier à Klikamé, dans l'enceinte de l'institution. C'était en présence des responsables de l'établissement, en l'occurrence l'honorable Innocent Kagbara, membre du conseil d'administration, du corps enseignant et des élèves.*

Les échanges ont tourné autour du leadership, de l'entrepreneuriat, ainsi que de la culture de certaines valeurs intrinsèques, gages de tout développement personnel et collectif.

"Ils sont très joyeux et adorables. J'ai beaucoup aimé échanger avec eux et profiter de l'occasion pour leur demander de croire toujours en eux.", a confié la Miss Togo.

Des conseils ont été prodigués par cette dernière à cette jeunesse en quête de repère qui a su d'ailleurs apprécier le partage d'expériences et le boost.

"Je remercie la miss d'avoir accepté notre invitation. C'est un grand honneur pour une petite école comme la nôtre, d'accueillir la représentante de la beauté togolaise. Elle nous a appris que dans la vie, le dur travail finit toujours par payer. Personnellement, de cette rencontre j'ai tiré beaucoup de positives leçons pour ma future carrière.", a déclaré par exemple Manuela en classe de 3ème.

Mlle Moladja Abia Ekui Chimène, 23 ans, 1,78m 50 kg, étudiante en 2e année de Technique de communication a été élue Miss Togo 2023 le samedi 10 décembre à Lomé. Elle a succédé à Miss Togo 2022, Tossou Estelle Adjo.

**Démocrate.**





## Lutte contre le VIH SIDA, le paludisme et la tuberculose : Près de 74 milliards de francs CFA de subvention du Fonds Mondial attendus par le Togo

*Le ministre en charge de la santé, Pr Mijiyawa Moustapha, a présidé hier à Lomé un atelier d'élaboration technique des subventions du Fonds mondial de lutte contre le VIH SIDA, le paludisme et la tuberculose. Ayant rassemblé des acteurs multi sectoriels impliqués dans cette vaste chaîne de valeurs, ce rendez-vous a pour but de contribuer à améliorer la qualité des demandes de financement que notre pays va soumettre au Fonds mondial le 29 mai 2023. Il offre un cadre de présentation et de discussion sur le modèle de financement du nouveau cycle 2023-2025 et a permis d'orienter les acteurs sur les aspects à considérer lors de la rédaction des notes conceptuelles.*



interventions qui seront mentionnées, puissent impacter sur la réalisation des objectifs assignés aux trois programmes.", a-t-il dit.

Sandrine Lourenco,

Gestionnaire du portefeuille pour le fonds mondial, également présent, a dressé l'état de l'existant tout en louant les efforts du Togo.

"Nous sommes en bonne voie

mais la pandémie de covid19 a affecté tous les pays et peut freiner cette riposte contre ces trois maladies. Pour nous, le dialogue pays est un événement important pour s'assurer de la mobilisation de tous, pour continuer la lutte contre ces maladies et dans cette progression positive vers l'atteinte des objectifs.", A-t-elle confié.

112 millions d'euros, soit 74 milliards de francs CFA sont attendus par le Togo pour le prochain cycle.

**Démocrate**

Dans son allocution d'ouverture, le ministre de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins a présenté les différentes étapes de la demande de financement au Fonds Mondial. Il s'agit en l'occurrence du renforcement des plans stratégiques nationaux, de l'alignement du processus du Fonds mondial sur le dialogue national permanent entre les parties prenantes, de l'élaboration et de la présentation de la note conceptuelle, de l'examen indépendant des notes conceptuelles par le comité technique d'examen des propositions (TRP), de la détermination ou de l'approbation des plafonds budgétaires par le comité d'approbation des subventions, et de l'approbation des subventions par le conseil d'administration du Fonds mondial.

Pour lui, cet atelier marque le début du lancement du dialogue national sur l'élaboration des demandes de financement à soumettre au Fonds mondial le 29 mai 2023 y compris l'optimisation du portefeuille du mécanisme de réponse au covid19 (C19RM). Ces demandes s'inscrivent dans le cadre du long processus participatif et inclusif du cycle de subvention 7 (GC7) qui avait pour appellation nouveau modèle de financement 4 (NFM4).

"Les directives du fonds mondial s'appuient toujours

sur les principes fondateurs de bonne gouvernance décrits dans son document-cadre et témoignent de son attachement à des programmes répondant à la demande locale, dirigés par le pays et garantissant la participation des diverses parties prenantes. Ces directives soutiennent l'appropriation par les pays, le respect du rôle central des autorités publiques et encouragent l'utilisation des structures existantes et la coordination avec celles-ci dans la mesure du possible. Il convient de rappeler que le Togo s'efforce à atteindre les Objectifs du Développement Durable (ODD) à travers l'application de la feuille de route gouvernementale 2020 à 2025 qui sert de cadre de référence programmatique aux politiques sectorielles", a-t-il déclaré.

Pour sa part, Dr Akou Pignadi, Coordonnateur national du secrétariat permanent du CICL voit dans cette rencontre un cadre de dialogue permanent, inclusif et participatif qui va permettre à tout Togolais de comprendre ce que c'est que cette allocation qui permet de lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme, ainsi que la riposte contre la covid19.

"Nous allons discuter autour des axes stratégiques et des mécanismes à mettre en place pour élaborer une note conceptuelle stratégique de qualité afin que les

## Communiqué

Chers abonnés,

Dans le cadre de l'amélioration de sa gestion de relation client Fibre, TOGOCOM procédera à l'identification des numéros de contact mobile de ses abonnés Fibre à partir du 10/02/2023.

Pour renseigner le numéro de contact mobile de votre ligne Fibre Togocom, prière vous rendre dans l'agence la plus proche muni(e) de votre pièce d'identité et votre numéro fixe ou simplement nous envoyer via **WhatsApp au 90928888** une copie recto/verso de votre pièce d'identité avec mention de vos numéros mobile et fixe.

Pour plus d'infos, appelez le 119.

Merci pour votre collaboration.

**L'équipe TOGOCOM**

togocom.tg   

**Avancer. Pour vous. Pour**







En 2022, le Guichet Unique pour le Commerce Extérieur a encore innové. Pour s'adapter à l'évolution du contexte opérationnel et réglementaire, le GUCE a connu plusieurs évolutions au cours de l'année qui ont impacté positivement les opérations du commerce extérieur togolais.

#### **Levée de la restriction du Vu A Quai**

Au lancement de la phase « Import Conteneur » du GUCE, il était indispensable qu'un conteneur à l'importation soit « Vu A Quai » pour que les formalités d'importation puissent être finalisées. Avec la levée de cette restriction, les opérateurs économiques peuvent aller au bout des formalités avant le débarquement de leurs conteneurs, et ainsi les sortir plus rapidement à leur arrivée. Ce changement permettra de gagner jusqu'à 48 heures sur les délais des formalités.

#### **Intégration des opérations de la PIA**

Élément central de la stratégie des autorités togolaises pour faire du Port Autonome de Lomé un hub logistique de premier plan dans la sous-région, l'intégration des opérations du port sec franc de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé a permis de fluidifier son fonctionnement et faciliter son intégration dans la chaîne logistique du PAL.

#### **Intégration de la Garantie Unique**

Projet phare des cautions nationales du Togo et du Burkina Faso pour le passage des marchandises en transit, l'intégration du paiement de la garantie unique au DFU permet d'accélérer le passage des marchandises à travers une collecte unique du Fonds de Garantie Routier pour le compte des deux pays, réduisant ainsi les formalités et améliorant ainsi la transparence et la sécurisation du paiement et du reversement de la caution.

#### **Séparation des manifestes mixtes (conteneurs et véhicules)**

Les manifestes regroupant des véhicules à nu et des conteneurs sont dorénavant séparés et directement enregistrés sur les bureaux de douanes dédiés respectifs, facilitant la prise en charge et le suivi par les services douaniers en charge de chaque bureau, et améliorant ainsi leur productivité.

#### **Intégration de la Taxe Chambre de Commerce**

Précédemment collectée et reversée par plusieurs canaux, l'intégration de la perception de la Taxe Chambre de Commerce au DFU a permis à la CCI-Togo de simplifier la perception de la taxe et d'accélérer son reversement, améliorant ainsi la transparence et la sécurisation de la collecte de cette redevance.

La Société d'Exploitation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur du Togo (SEGUCE Togo), continue une veille active afin de répondre rapidement aux besoins de la communauté, par l'adaptation permanente du GUCE aux nouveaux défis et évolutions des règles et procédures.

SEGUCE - Rue Gbaga - Quartier Ablogame - Lomé - Togo  
Tél. : +228 22 20 69 20 - support@segucetogo.tg - www.segucetogo.tg